

Accueil International Politique Média Société Culture Vidéo Silvaccatori.ne

Recherche

La débâcle grecque (<http://arretsurinfo.ch/la-debacle-grecque/>)

Par PERRY ANDERSON (<http://arretsurinfo.ch/authors/perry-anderson/>) Le 23 JUILLET 2015 CRISES/GUERRES (<http://arretsurinfo.ch/category/politique/crises-guerres/>) ÉCONOMIE (<http://arretsurinfo.ch/category/societe/economie/>) FRANCE (<http://arretsurinfo.ch/category/international/europe/france/>) PARTIS POLITIQUES (<http://arretsurinfo.ch/category/politique/partis-politiques/>) UE (<http://arretsurinfo.ch/category/international/europe/ue-europe/>)

Tweet (<http://twitter.com/share>)

L'historien britannique Perry Anderson (https://fr.wikipedia.org/wiki/Perry_Anderson) revient sur la crise grecque et analyse l'échec de la stratégie du premier ministre grec. « *Tsipras et ses collègues ont répété à qui voulait les entendre qu'il était hors de question d'abandonner l'euro. Ce faisant, ils ont renoncé à tout espoir sérieux de négocier avec l'Europe réelle — et non l'Europe qu'ils fantasmaient.* »

La crise grecque a provoqué un mélange prévisible d'indignation et d'auto-satisfaction en Europe, où l'on oscille entre déploration de la dureté de l'accord imposé à Athènes et célébration du maintien *in extremis* de la Grèce dans la famille européenne, ou bien les deux à la fois. La première réaction est aussi futile que la seconde. Une analyse réaliste ne laisse de place à aucune des deux. Que l'Allemagne soit une fois de plus la puissance hégémonique du continent n'est pas un scoop en 2015 : la chose est évidente depuis au moins vingt ans. Que la France se comporte comme sa servante, dans une relation assez semblable à celle du Royaume-Uni vis-à-vis des États-Unis, n'est pas davantage une nouveauté politique : après De Gaulle, la classe politique française a retrouvé ses réflexes des années 1940. Elle s'accoumode, et même admire, la puissance dominante du jour : hier Washington, aujourd'hui Berlin.

Moins surprenante encore est l'issue actuelle de l'union monétaire. Depuis l'origine, les avantages économiques de l'intégration européenne, qui vont de soi pour l'opinion bien-pensante de tout bord, ont en réalité été très modérés. En 2008, les calculs de Barry Eichengreen (https://fr.wikipedia.org/wiki/Barry_Eichengreen) et Andrea Boltho (<http://www.magd.ox.ac.uk/member-of-staff/andrea-boltho/>), deux économistes favorables à l'intégration, concluaient que celle-ci avait augmenté le PIB du marché commun de 3 ou 4% entre la fin des années 1950 et le milieu des années 1970, que l'impact du Système Monétaire Européen était insignifiant, que l'Acte unique européen a pu ajouter 1%, et que l'Union monétaire n'avait quasiment aucun effet discernable sur la croissance ou la production.

C'était avant que la crise financière mondiale ne frappe l'Europe. Depuis, le carcan de la monnaie unique s'est révélé aussi désastreux pour les États du sud de l'Europe qu'avantageux pour l'Allemagne, où la répression salariale — masquant une très faible croissance de la productivité — a assuré à l'industrie allemande son avantage compétitif contre le reste de l'Europe. Quant aux taux de croissance, la comparaison avec les chiffres du Royaume-Uni ou de la Suède, depuis Maastricht, suffit à démonter l'affirmation que l'euro aurait profité à un pays autre que son principal architecte.

Voilà la réalité de la « famille européenne » telle qu'elle a été construite par l'Union monétaire et le Pacte de stabilité. Mais son idéologie est inébranlable : dans le discours officiel et intellectuel, l'UE garantit toujours la paix et la prospérité du continent, bannit le spectre de la guerre entre les nations, défend les valeurs de la démocratie et des droits de l'Homme, et fait respecter les principes d'un libre marché modéré, socle de toutes les libertés. Ses règles sont fermes mais souples, répondant à un double impératif de solidarité et d'efficacité. Pour les sensibilités baignant dans cette idéologie commune à l'ensemble du personnel politique européen et à la vaste majorité du commentaire médiatique, la souffrance des Grecs a été un spectacle douloureux. Mais heureusement, le bon sens a fini par triompher, un compromis a été trouvé et il ne reste plus qu'à espérer tous ensemble que l'Union n'a pas subi de dommage irréparable.

Depuis la victoire électorale de Syriza en janvier, le cours de la crise en Grèce était également prévisible, à l'exception du rebondissement final. Les origines de la crise étaient doubles : la qualification frauduleuse à l'entrée dans la zone euro par le PASOK de Simitis et l'impact du krach global de 2008 sur l'économie fragile d'une Grèce endettée et non compétitive. Depuis 2010, des programmes d'austerité successifs — autrefois appelés « plans de stabilisation » — dictés par l'Allemagne et la France, dont les banques étaient les plus exposées au risque de défaut grec, ont été mis en œuvre sur place par la Troïka composée de la Commission européenne, de la BCE et du FMI. Cinq années de chômage de masse et de coupes budgétaires sociales plus tard, la dette atteignait de nouveaux sommets. Dans ce contexte, Syriza a gagné parce qu'il promettait avec fougue et conviction de mettre fin à la soumission à la Troïka. Il « renégocierait » les termes de la tutelle européenne.

Comment comptait-il y parvenir ? Tout simplement en implorant un traitement plus doux, et en jurant quand celui-ci ne venait pas — des implorations et des jurons, donc, adressés aux nobles valeurs de l'Europe, auxquelles le Conseil européen ne pouvait être indifférent. Il était que trop clair, dès le départ, que ce déversement de supplications et d'implorations était incompatible avec toute idée de sortie de l'euro. Pour deux raisons. Les dirigeants de Syriza n'arrivaient pas à faire la distinction mentale entre l'appartenance à la zone euro et à l'UE, considérant la sortie de l'une comme équivalent de l'expulsion de l'autre, soit le pire cauchemar pour les bons Européens qu'ils assuraient être. Ensuite, ils savaient que, grâce aux fonds structurels et à la convergence initiale des taux d'intérêt européens, le niveau de vie des Grecs avait effectivement progressé pendant les années Potemkine de Simitis. Les Grecs avaient donc de bons souvenirs de l'euro, qu'ils ne reliaient pas à leur misère actuelle. Plutôt que d'essayer d'expliquer ce lien, Tsipras et ses collègues ont répété à qui voulait les entendre qu'il était hors de question d'abandonner l'euro.

Ce faisant, ils ont renoncé à tout espoir sérieux de négocier avec l'Europe réelle — et non l'Europe qu'ils fantasmaient. La menace économique d'un Grexit était certes beaucoup plus faible en 2015 qu'en 2010, les banques allemandes et françaises ayant été renflouées entre temps par les plans de soi-disant sauvetage de la Grèce. Malgré quelques voix alarmistes résiduelles, le ministère des finances allemand savait depuis un moment que les conséquences matérielles d'un défaut grec ne seraient pas dramatiques. Mais du point de vue de l'idéologie européenne à laquelle adhèrent tous les gouvernements de la zone euro, ce coup symbolique porté à la monnaie unique, et au « projet européen » comme on aime à l'appeler ces jours-ci, aurait été une régression terrible qu'il fallait empêcher à tout prix. Si Syriza avait élaboré dès son arrivée au pouvoir un plan B pour un défaut organisé — en préparant les contrôles de capitaux, l'impression d'une monnaie parallèle et d'autres mesures de transition imposables en 24 heures pour éviter le désordre — et menacé l'UE de l'appliquer, il aurait disposé d'armes de négociation. S'il avait déclaré qu'en cas d'épreuve de force, il retirerait la Grèce de l'OTAN, même Berlin aurait réfléchi à deux fois à un troisième programme d'austerité, devant la crainte américaine que suscite une telle perspective. Mais pour les Candidates de Syriza, ceci était encore plus tabou que l'idée d'un Grexit.

Face à un interlocuteur privé de tout levier et atermant entre implorations et insultes, pourquoi les puissances européennes auraient-elles fait la moindre concession, sachant dès le départ que tout ce qu'elles décideraient serait *in fine* accepté ? Sous cet angle, leur conduite a été tout à fait rationnelle. La seule surprise notable dans cette chronique écrite d'avance fut que Tsipras annonce, en désespoir de cause, un référendum sur le troisième mémorandum et que l'électorat le rejette massivement. Armé de ce « Non » retentissant, Tsipras a émis un « oui » penaud à un quatrième mémorandum encore plus dur que le précédent, prétendant à son retour de Bruxelles qu'il n'avait pas d'autre choix en raison de l'attachement des Grecs à l'euro. Mais dans ce cas, pourquoi ne pas avoir posé cette question là au référendum : être vous prêts à tout accepter pour rester dans l'euro ? En appelant à voter Non, et en exigeant un Oui docile moins d'une semaine après, Syriza a retourné sa veste aussi vite que les crédits de guerre avaient été votés par la sociale-démocratie en 1914, même si, cette fois-ci, une minorité du parti a sauvé son honneur. A court terme, Tsipras prospérera sur les ruines de ses promesses, comme l'avait fait le premier ministre travailliste britannique Ramsay MacDonald, dont le gouvernement d'union nationale composé en majorité de conservateurs avait imposé l'austérité en pleine Grande dépression, avant de mourir dans le mépris de ses contemporains et de la postérité. La Grèce a déjà eu sa part de dirigeants de cet acabit. Peu de gens ont oublié l'Apostasia de Stephanopolous en 1965 (1). Le pays aura sans doute à en subir d'autres.

Quid de la logique plus large de la crise ? Tous les sondages montrent que, partout, l'attachement à l'Union européenne a — à juste titre — fortement décliné en dix ans. Elle est désormais vue comme ce qu'elle est : une structure oligarchique, gangrénée par la corruption, construite sur le déni de la souveraineté populaire, imposant un régime économique amer de privilèges pour quelques uns et de contraintes pour tous les autres. Mais ceci ne signifie pas qu'elle soit mortellement menacée par la bes. La colère monte dans la population, mais faute de catastrophe, le premier instinct sera toujours de s'accrocher à ce qui existe, aussi repoussant que cela puisse être, plutôt que de se risquer à ce qui pourrait être radicalement différent. Ceci ne changera que si, et quand, la colère sera plus forte que la peur. Pour le moment, ceux qui vivent sur la peur — la classe politique à laquelle Tsipras et ses collègues appartiennent désormais — peuvent être tranquilles.

Perry Anderson | 22 JUILLET 2015
 (1) L'Apostasia désigne le transfuge de renégats menés par Stephanos Stephanopoulos d'un gouvernement d'Union des Centres à un régime nommé par le Roi, deux ans avant le coup d'Etat militaire de 1967.
 Source: <http://blogs.mediapart.fr/edition/les-invites-de-mediapart/article/220715/la-debacle-grecque-par-perry->

Suivez-nous

S'inscrire à notre lettre d'information.

Courriel Envoyer

- <http://arretsurinfo.ch/tous-les-articles/feed/> <https://twitter.com/ArretSurInfo>
- <https://www.facebook.com/pages/Arr%C3%AAA-sur-Info/300831053432742>
- <https://www.youtube.com/channel/UC3agDP41wz2vnsPR3-HH0Q>

La véritable solidarité commence par notre propre autonomie

Archives par jour

JUILLET 2015										
L	Ma	Me	J	V						
			1	2	3	http://arretsurinfo.ch/http://arretsurinfo.ch/http://arrets				
			http://arretsurinfo.ch/http://arretsurinfo.ch/http://arrets	http://arretsurinfo.ch/http://arretsurinfo.ch/http://arrets	http://arretsurinfo.ch/http://arretsurinfo.ch/http://arrets	http://arretsurinfo.ch/http://arretsurinfo.ch/http://arrets	http://arretsurinfo.ch/http://arretsurinfo.ch/http://arrets	http://arretsurinfo.ch/http://arretsurinfo.ch/http://arrets	http://arretsurinfo.ch/http://arretsurinfo.ch/http://arrets	http://arretsurinfo.ch/http://arretsurinfo.ch/http://arrets
6	7	8	9	10						
http://arretsurinfo.ch/http://arretsurinfo.ch/http://arrets	http://arretsurinfo.ch/http://arretsurinfo.ch/http://arrets	http://arretsurinfo.ch/http://arretsurinfo.ch/http://arrets	http://arretsurinfo.ch/http://arretsurinfo.ch/http://arrets	http://arretsurinfo.ch/http://arretsurinfo.ch/http://arrets	http://arretsurinfo.ch/http://arretsurinfo.ch/http://arrets	http://arretsurinfo.ch/http://arretsurinfo.ch/http://arrets	http://arretsurinfo.ch/http://arretsurinfo.ch/http://arrets	http://arretsurinfo.ch/http://arretsurinfo.ch/http://arrets	http://arretsurinfo.ch/http://arretsurinfo.ch/http://arrets	http://arretsurinfo.ch/http://arretsurinfo.ch/http://arrets
13	14	15	16	17						
http://arretsurinfo.ch/http://arretsurinfo.ch/http://arrets	http://arretsurinfo.ch/http://arretsurinfo.ch/http://arrets	http://arretsurinfo.ch/http://arretsurinfo.ch/http://arrets	http://arretsurinfo.ch/http://arretsurinfo.ch/http://arrets	http://arretsurinfo.ch/http://arretsurinfo.ch/http://arrets	http://arretsurinfo.ch/http://arretsurinfo.ch/http://arrets	http://arretsurinfo.ch/http://arretsurinfo.ch/http://arrets	http://arretsurinfo.ch/http://arretsurinfo.ch/http://arrets	http://arretsurinfo.ch/http://arretsurinfo.ch/http://arrets	http://arretsurinfo.ch/http://arretsurinfo.ch/http://arrets	http://arretsurinfo.ch/http://arretsurinfo.ch/http://arrets
20	21	22	23	24						
http://arretsurinfo.ch/http://arretsurinfo.ch/http://arrets	http://arretsurinfo.ch/http://arretsurinfo.ch/http://arrets	http://arretsurinfo.ch/http://arretsurinfo.ch/http://arrets	http://arretsurinfo.ch/http://arretsurinfo.ch/http://arrets	http://arretsurinfo.ch/http://arretsurinfo.ch/http://arrets	http://arretsurinfo.ch/http://arretsurinfo.ch/http://arrets	http://arretsurinfo.ch/http://arretsurinfo.ch/http://arrets	http://arretsurinfo.ch/http://arretsurinfo.ch/http://arrets	http://arretsurinfo.ch/http://arretsurinfo.ch/http://arrets	http://arretsurinfo.ch/http://arretsurinfo.ch/http://arrets	http://arretsurinfo.ch/http://arretsurinfo.ch/http://arrets
27	28	29	30	31						
6 juin (http://arretsurinfo.ch/2015/06/)										

Mots-clés

- Al-Nosra (<http://arretsurinfo.ch/tag/al-nosra/>) Al-Qaïda (<http://arretsurinfo.ch/tag/al-qaïda/>) Alexis Tsipras (<http://arretsurinfo.ch/tag/alexis-tsipras/>) Allemagne (<http://arretsurinfo.ch/tag/allemagne/>) Antisémitisme (<http://arretsurinfo.ch/tag/antisemitisme/>) ASI (<http://arretsurinfo.ch/tag/asi/>) Bachar Al-Assad (<http://arretsurinfo.ch/tag/bachar-al-assad/>) Barack Obama (<http://arretsurinfo.ch/tag/barack-obama/>) BHL (<http://arretsurinfo.ch/tag/bhl/>) Bordure protectrice (<http://arretsurinfo.ch/tag/bordure-de-protection/>) BRICS (<http://arretsurinfo.ch/tag/brics/>) Charlie Hebdo (<http://arretsurinfo.ch/tag/charlie-hebdo/>) Chine (<http://arretsurinfo.ch/tag/chine/>) CIA (<http://arretsurinfo.ch/tag/cia/>) Crimes de guerre (<http://arretsurinfo.ch/tag/crimes-de-guerre/>) Daesh (<http://arretsurinfo.ch/tag/daesh/>) Dieudonné (<http://arretsurinfo.ch/tag/dieudonne/>) Donbass (<http://arretsurinfo.ch/tag/donbass/>) Donetsk (<http://arretsurinfo.ch/tag/donetsk/>) Démocratie (<http://arretsurinfo.ch/tag/democratie/>) E.I.L.L. (<http://arretsurinfo.ch/tag/eiil/>) Etat Islamique (<http://arretsurinfo.ch/tag/etat-islamique/>) France (<http://arretsurinfo.ch/tag/france/>) François Hollande (<http://arretsurinfo.ch/tag/francois-hollande/>) Gaza (<http://arretsurinfo.ch/tag/gaza/>) Grèce (<http://arretsurinfo.ch/tag/grece/>) Guerre au terrorisme (<http://arretsurinfo.ch/tag/guerre-au-terrorisme/>) Hamas (<http://arretsurinfo.ch/tag/hamas/>) Intervention (<http://arretsurinfo.ch/tag/intervention/>) Islam (<http://arretsurinfo.ch/tag/islam/>) Lobby israélien (<http://arretsurinfo.ch/tag/lobby-pro-israelien/>) Manipulations politiques (<http://arretsurinfo.ch/tag/manipulations-politiques/>) Médian (<http://arretsurinfo.ch/tag/median/>) Mensonges d'Etat